

8èmes Journées nationales de France urbaine

Le Creusot, 16 & 17 octobre 2025

Jeudi 16 octobre 2025 – 14h00-16h30

Visite-Atelier n° 2 : Avenir de la politique de cohésion post-2027 et Contractualisation

Responsables France urbaine :

- Delphine Bourdin, Conseillère Développement durable et Europe ;
- Jean Deysson, Conseiller Cohésion des territoires, réforme territoriale, santé, solidarités et Europe ;
- Régis Capot Chichi, Conseiller Santé, Economie, Sport, Tourisme et International

Intervenants :

- **Frédérique Bonnard Le Floc'h**, Vice-présidente de Brest Métropole et Co-présidente de la commission Alliance des territoires de France urbaine, Membre du Comité européen des Régions ;
- **Christophe Demazière**, Professeur des Universités, Université de Lille (Fasest-IAUGL / TVES) ;
- **Murielle Laurent**, Députée européenne ;
- **Dominique Mathieu-Huber**, Cheffe de la Mission SRI/SDR/MiSST, Commissariat Général au Développement Durable, Co-pilote du Groupe Miroir national Ville (Mission Villes)
- **Christophe Moreux**, Directeur général de l'AFCCRE ;
- **Jean-François Rapin**, Sénateur, Président de la commission des Affaires européennes du Sénat (*à confirmer*).

Problématique :

Alors que les discussions sont engagées sur le futur cadre financier pluriannuel (CFP) de la Commission européenne, et que des interrogations se font jour sur l'avenir de la politique de cohésion post 2027, les territoires urbains sont à la fois à la manœuvre pour concrétiser sur le terrain les objectifs européens, faire vivre une cohésion interterritoriale en actes et rendre sensible auprès des citoyennes et citoyens une Europe de l'action et du quotidien.

Quels moyens demain pour faire face aux ambitions climatiques et sociales, alors que sur la période de programmation 2021-2027 les fonds représentaient pour la France 9,1 Mds € d'euros de FEDER, 6,7 Mds de FSE+ et 1 Md de FTJ ?

Dans un contexte où des débats se cristallisent autour d'un potentiel recentrage, en matière de gestion comme de priorités thématiques, quelles résonances et articulations organiser pour de nouvelles contractualisations au service d'une transition écologique et solidaire, soulevant la question du FEDER mais aussi du FSE+, organisée à partir des territoires autour des principes de confiance, d'efficacité et d'Alliance des territoires ?

Au-delà de sa mobilisation pour assurer l'accès aux financements européens pour les territoires urbains, France urbaine porte un plaidoyer global sur les politiques publiques européennes impactantes, mais aussi les leviers d'action pour les territoires, afin d'accélérer la transition écologique et solidaire, tel celui de la commande publique, dont le cadre européen est en cours de révision.

Déroulé :

- Introduction (cadre et enjeux) : rappel des positions et plaidoyer de France urbaine pour une Europe au plus près des territoires (dont la commande publique).
- Quelle place pour l'urbain dans le nouveau cadre financier pluriannuel 2028-2034 de l'Union européenne ? Le rôle des grandes villes, agglomérations et métropoles, en première ligne face aux défis climatiques, sociaux et industriels (2/3 des émissions de gaz à effet de serre, 2/3 des personnes en situation de précarité), dans la construction d'une Europe de l'action et du quotidien n'est plus à démontrer. Quelle mobilisation des fonds européens au service de la transitions écologique et sociale ? Quelles articulations entre innovation locale, besoins des territoires et priorités européennes ?
- Pour un effet-levier maximal des crédits européens au service de stratégies territoriales intégrées des territoires urbains : incarner les principes de pluriannualité, de confiance et de territorialisation au service d'une transition écologique et solidaire ?
- Alors que des réflexions sont en cours autour de la refonte des politiques contractuelles nationales, comment inscrire l'Europe au plus près des besoins et des territoires en concrétisant les principes de pluriannualité, de prévisibilité et de subsidiarité pour que chaque euro compte ?
- Au-delà des leviers d'actions financiers, quel rôle de l'Europe pour renforcer les leviers d'actions au service de l'accélération des transitions, notamment en matière de commande publique ?
- Conclusion et actions à venir.